



ASSEZ D'AUSTÉRITÉ ET DE RÉGRESSION SOCIALE ! PRÉPARONS

NPA LA RIPOSTE DU MONDE DU TRAVAIL

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 6 JUIN 2013

Avec les cadeaux financiers et les facilités pour imposer des reculs aux salariés au nom de la « compétitivité des entreprises », le gouvernement Hollande-Ayrault s'est déjà engagé dans la baisse du « coût » du travail.

C'est maintenant au nom de la réduction des « déficits » qu'il engage l'offensive contre la protection sociale, les retraites et les allocations familiales.

UNE FAUSSE « JUSTICE SOCIALE » !

En décidant d'abaisser le plafond du quotient familial pour économiser 1,1 milliard d'euros dès 2014, le gouvernement dit qu'il va rétablir « la justice sociale ».

Mais parmi les 12% de familles qui sont touchées, toutes ne sont pas parmi les plus riches, loin de là.

Et qu'est-ce que ça va changer pour les familles les plus modestes ? Car il n'y aura aucune augmentation des allocations, ni attribution d'une allocation dès le premier enfant.

De fait, les allocations versées sont pour beaucoup de familles bien insuffisantes pour élever des enfants. Et avec un seul enfant à charge et donc pas d'allocation, beaucoup de parents aux revenus très bas ne s'en sortent pas.

Comme pour toutes les prestations sociales, le déficit de la branche famille est d'abord dû au manque de rentrées de cotisations de Sécurité sociale, en raison du chômage et des exonérations patronales.

Donner aux parents le moyen d'élever correctement leurs enfants nécessiterait d'abord de leur garantir un emploi et un salaire décent ! Et de ne plus faire de cadeaux au patronat !

UN DRÔLE DE « DIALOGUE SOCIAL » !

Après s'être déclaré opposé à la réforme Fillon de 2010, la majorité du parti socialiste, aujourd'hui au gouvernement, s'appête à en reprendre l'essentiel : allongement de la durée de cotisation, rapprochement « par le bas » des différents régimes, augmentation de l'imposition et baisse du niveau des pensions pour les retraités.

L'objectif est double : baisser le « coût » des retraites et inciter les retraités (ceux/celles qui le

peuvent) à se tourner vers des complémentaires gérées par les banques.

Pour faire avaler la pilule, le gouvernement appelle à une « conférence sociale », fin juin, à laquelle toutes les centrales syndicales ont docilement répondu présentes.

La méthode de la gauche, c'est des courbettes devant le patronat, du blabla à l'intention des syndicats et des tirs de canon contre les travailleurs.

Mais le temps passé dans les salons à négocier des reculs, c'est du temps perdu pour préparer la riposte d'envergure qu'une telle mesure appelle.

Il faut remplir les caisses de retraites ? C'est simple, imposons l'augmentation des salaires de 300 euros pour tous et l'interdiction des licenciements !

UNE VRAIE URGENGE SOCIALE !

Avec plus de 5 millions de chômeurs, les cotisations pour les retraites, les allocations familiales et la santé diminuent considérablement.

Dans le même temps, les conditions de travail dans les entreprises, dans les hôpitaux, les écoles se dégradent. 100 000 emplois en plus représenteraient 2,5 milliards en cotisations pour la Sécurité sociale.

Les fonds utilisés à financer l'UNEDIC pourraient être utilisés à financer la protection sociale.

La réduction massive du temps de travail, la hausse des salaires et des pensions sont possibles et indispensables.

Mais cela, ce n'est ni de l'Elysée, ni de Matignon que cela viendra. Et pas plus d'un remaniement ministériel ou d'un changement de Premier ministre.

Il faudra les arracher en faisant payer les patrons.

Cela nécessite la construction d'une mobilisation puissante du monde du travail, à l'opposé du « dialogue social » et autre sommet social, au travers desquels le MEDEF et le gouvernement visent à faire valider leur politique de régression sociale.

SOLIDARITÉ

AVEC LES MOBILISATIONS EN TURQUIE

Après les printemps arabes de Tunis et du Caire, après les explosions sociales de Grèce ou d'Espagne, c'est en Turquie, ce pays chéri de Renault, Bosch ou Siemens pour sa main d'œuvre bon marché, que la colère fait rage. Depuis vendredi dernier, elle est secouée par des manifestations antigouvernementales sans précédent qui ont contraint le pouvoir à un premier recul, malgré une terrible répression policière.

Partie de protestations contre un projet immobilier du gouvernement et de la mairie d'Istanbul qui impliquait la destruction d'un parc au cœur de la ville, le mouvement est vite devenu une révolte contre le gouvernement, et la dictature qu'il prétend imposer à la population, en voulant soumettre la société aux lois religieuses.

Malgré la répression policière qui a fait plus de 1 000 blessés, la mobilisation n'a pas désarmé et s'est étendue comme une traînée de poudre dans tout le pays, contraignant les forces de l'ordre à se mettre provisoirement en retrait.

Un printemps turc est-il en train de naître à Istanbul ?

Car si la Turquie est souvent présentée comme un pays à la croissance modèle, les problèmes sociaux sont explosifs. Le salaire minimum s'établit à 410 euros, tandis que la durée légale de travail s'élève à 45h/semaine pour monter à plus de 60h dans la pratique.

Dans ce contexte, de nombreuses grèves ont éclaté ces derniers mois. Bien souvent, d'abord pour obtenir la création de syndicats dans un pays où la plupart des patrons interdisent de fait leur existence.

Autre motif de mécontentement, l'inflation qui s'est élevée à 40% pour le gaz ou le pétrole sur l'année écoulée. Les augmentations de salaire n'en sont que plus cruciales. A Renault Bursa, en novembre dernier, 1 500 salariés ont fait grève pour contester les augmentations ridicules accordées... et le syndicat qui les avait acceptées derrière leur dos. Ce type de grève s'est multiplié récemment.

Face à cette contestation sociale, le gouvernement manie la matraque. Mais aujourd'hui, la répression policière est impuissante pour contenir la montée de la colère populaire. Une cinquantaine de villes ont vu des manifestations monstres parcourir leurs rues. Et la contestation va bien au-delà de la question du parc: la vie chère, les loyers, les salaires et le renversement d'un régime autoritaire sont mis sur le devant de la scène.

La classe ouvrière en Turquie est nombreuse et forte de nombreuses luttes courageuses. Si elle devenait le fer de lance de la mobilisation populaire, elle redonnerait espoir aux révolutions d'Égypte et de Tunisie, tout en nous donnant l'exemple des luttes contre les patrons de Turquie, qui sont aussi les nôtres. Nous sommes tous concernés.

LE MÉTÈQUE NOUS A QUITTÉ

Avec sa gueule de métèque, Georges Moustaki nous a quitté, en toute liberté.

A Renault Cléon, les travailleurs les plus anciens n'ont pas oublié sa venue, le 3 novembre 1991, au 18ème jour de la grève qui avait totalement bloqué l'usine, 3 semaines durant, pour tenter d'arracher une augmentation de 1 500 F (230 €) pour tous.

Avec d'autres artistes, il avait tenu à apporter son soutien aux grévistes, en participant bénévolement au spectacle organisé devant P4.

Artiste engagé dès 1968, il avait apporté son soutien à la candidature d'Alain Krivine, pour l'élection présidentielle de 1974 jusqu'à celui, spontané, à Philippe Poutou, candidat à la présidentielle de 2012.

Du candidat du NPA, il avait dit: « *Il a l'air perdu dans l'univers politicien. Il le dit lui-même qu'il ne sera pas élu, mais il tient à cette tribune pour que le monde ouvrier ait voix au chapitre.* »

Nous continuerons à chanter « *Sans la nommer* », une rare chanson française à la gloire de la révolution permanente, « *Ma liberté* », « *Le temps de vivre* » et toutes ses chansons évoquant les valeurs que nous défendons au quotidien.

Salut Georges, nous ne t'oublierons pas !

RENAULT VEUT IMPOSER AUX FONDERIES DE BRETAGNE L'ACCORD DE COMPÉTITIVITÉ

Les fonderies de Bretagne de l'ex-SBFM avaient en 2009 réintégré le périmètre du groupe Renault, onze ans après son désengagement. Ce fut une vraie victoire. Mais rien n'est définitivement acquis.

Voilà que Renault en remet une couche. Le prétexte: imposer dans l'usine la signature de l'accord de compétitivité Renault, qui prévoit suppressions d'emplois, gel des salaires et mobilité forcée.

La CGT majoritaire dans l'usine refuse cet ultimatum. Mais Renault utilise l'arme classique du chantage. Sans signature, c'est la pérennité du site de fonderie qui est remise en cause.

La direction se heurte jusqu'à présent à l'opposition majoritaire des salariés, consultés en assemblée générale par la CGT. L'intransigeance est du côté de la direction qui se refuse à discuter réellement des revendications posées par la CGT.

Un nouveau combat social est engagé !

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.N.P.S. - ne pas jeter sur la voie publique